

L'écrasement de la commune dans le sang est, pour la gauche, extrêmement symbolique, notamment avec le «mur des Fusillés».

Avant la commune, Paris était un symbole et donnait l'exemple au reste de la France. La défaite de la commune signe la fin de la domination politique de Paris. C'est une «revanche» de la province sur Paris.

Message : La démocratie n'est possible que dans des petits espaces. Les communards ont voulu mettre en commun les moyens de production et la politique.

C'est donc une référence pour la Gauche, l'extrême gauche et l'anarchisme.

La commune est la dernière révolte, les républicains hésitaient à prendre le pouvoir donné dans la rue de façon non légale. Avec cette révolution l'hypothèse d'une république radicale, sociale et égalitaire disparaît. Au contraire, la IIIe République est totalement différente: échec de l'égalité, les petits bourgeois ont le pouvoir.

Adolph Tiers préside la République et restaure la capitale de Versailles. L'Assemblée Nationale élue en janvier est dominée par les monarchistes et confie à Tiers le pouvoir exécutif ainsi que le pouvoir judiciaire avec deux limites:

- Tiers doit exécuter ce qui est travaillé sous direction de l'Assemblée nationale
- Il doit se déclarer neutre afin que l'Assemblée nationale puisse à tout moment rétablir la monarchie (pacte de Bordeaux)

Cependant Tiers va jouer un rôle de protection de la République, ce qui va prouver au peuple que la République peut être un régime d'ordre.

L'écrasement de la Commune a sauvé une certaine république en prouvant qu'elle peut assurer la paix sociale. La France apprécie, car elle est habituée à des pouvoirs autoritaires représentés par une figure. Tiers montre donc qu'il est possible d'avoir une figure dans une République.

【 Le déficit d'autorité vu actuellement avec François Hollande s'inscrit dans l'idéologie des Français qu'ont de la figure du chef de la Nation en tant que père de la nation, personnage fort et autoritaire 】

Tiers lui a incarné cette idéologie, il n'est plus seulement le chef de l'exécutif mais aussi le Président de la République, qui incarne une figure autoritaire.

Il négocie la paix, écrase la commune, rétablit l'ordre et est donc très populaire. Il a une vision de la France en tant qu'héritière du Royaume. Il rétablit la nomination des maires dans les communes de plus de 10 000 habitants, ce que la république avait supprimé. Il partage peu d'idée avec les Républicains. Il organise le redressement économique et financier de la France «*La République sera conservatrice ou elle ne sera pas*» (1872). L'Assemblée Nationale espère accomplir une seconde Restauration, mais les monarchistes sont divisés sur la manière de la faire. La population française quant à elle aspire à la paix en vue des derniers événements vécus, ils veulent un maintien de la protection de la petite propriété privée. Tiers leur correspond donc.

III. La République présidentielle ou parlementaire

Progressivement, la République va sembler être la seule solution politique possible.

1. L'inévitable solution

Au sein du Parlement, l'affiliation politique est de plus en plus brouillée.

En 1873, les élections partielles donnent 99 sièges sur 114 aux Républicains mais l'Assemblée reste à majorité Monarchiste. Par peur des succès électoraux des Républicains, les monarchistes destituent Tiers le 24 mai 1873. Les conservateurs

choisissent en successeur un royaliste en tant que président de la république: le maréchal de MacMahon qui veut tout faire pour remettre en place une monarchie. «*Avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée ...*», discours de 1873, MacMahon poursuit toutes les possibilités de rétablissement de la monarchie. Le régime en place est toujours supposé transitoire jusqu'à la mort du Duc de Chambord (soutenu par les légitimistes pour l'accès au trône contre le Comte de Paris soutenue lui par les orléanistes).

La mise en place du septennat est faite pour prolonger le pouvoir et donner du temps afin de pouvoir rétablir la monarchie. Mais le parlement souhaite sortir du provisoire pour assurer leur position face aux républicains avec Gambetta qui comprend que la République ne peut passer que par la négociation.

2. Le compromis des lois constitutionnelles

Le Duc de Broglie accepte la rédaction d'une constitution au moment où les républicains libéraux se rapprochent des monarchistes, et que la chambre bascule en faveur de la République. Ces trois lois constitutionnelles qui fixent la République sont votées en 1875.

Les républicains obtiennent que le président soit élu par les deux chambres, on obtient par conséquent une prépondérance du pouvoir exécutif par rapport au pouvoir législatif : régime parlementaire.

Cependant les républicains doivent consentir à un président aux pouvoirs importants: des pouvoirs constitutionnels qui mettent en doute la nature parlementaire du régime. Le président dispose d'une irresponsabilité politique mais peut dissoudre la chambre des députés, il choisit les ministres, négocie les traités, bénéficie du droit de grâce et promulgue les lois. Le Président devient donc un monarque potentiel.

La Chambre Haute (le Sénat) du Parlement est composée des grands élus locaux, pour la première fois de la république, le Sénat est à gauche. La Chambre basse (chambre des députés) est composée quant à elle d'élus au suffrage universel masculin. Ces élus doivent avoir plus de 21 ans, avoir un domicile en France depuis plus de 6 mois et être dégagés de ces obligations militaires.

3. La refondation de la République

La crise du 16 mai 1877 :

Après les élections de 1876, la chambre des députés est à majorité républicaine (373 sièges sur 650), Mac Mahon va donc nommer un président du conseil, Jules Simon, qui va avoir un rôle de médiateur pour essayer d'avoir une politique qui plaira à la fois aux royalistes et aux républicains. Le 16 mai, Mac Mahon envoie une lettre à Jules Simon en lui disant qu'il désapprouve sa politique et Simon va démissionner.

Mac Mahon va nommer Albert de Broglie qui est royaliste alors que la majorité de la chambre des députés est républicaine. La chambre de députés fait tomber le gouvernement et en réponse, Mac Mahon dissout la chambre des députés. Il renvoie donc le conflit devant les électeurs. Gambetta qui prend la tête du mouvement républicain dit à Mac Mahon qu'il faudra «*se soumettre ou se démettre*». Les républicains emportent largement les élections. Le président abandonne tout rôle politique actif pendant la IIIe République pour exercer seulement un rôle moral et symbolique.

【 La IVe République conservera cette tradition parlementaire, alors que sous la Ve République, De Gaulle s'inspirera du personnage de Tier pour incarner le rôle de sauveur de la nation. 】

Il y a donc un fort pouvoir parlementaire qui se met en place. Mac Mahon ne démissionne cependant pas et se soumet en nommant un Président du Conseil Républicain: Dufaure.

Mac Mahon démissionne le 30 janvier 1879, et le jour même, les chambre réunies en congrès à Versaille élisent un nouveau président, Jules Grévy, un vrai parlementariste qui est contre l'idée d'un président aux pouvoirs forts. En février 1879, il envoie un message au parlement disant qu' *«il n'entrera jamais en lutte contre la volonté nationale exprimée par ses organes constitutionnels»*, il pense que la volonté nationale se trouve dans la chambre des députés. On a appelé ce texte la «constitution» Grévy.